

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Hausse des carburants : les salarié-es oublié-es, les salaires toujours bloqués

Le ministre du Travail a annoncé ce matin sa mesure phare pour aider les entreprises face à l'explosion des prix du carburant. Le gouvernement prévoit 70 millions d'euros pour financer le chômage partiel des entreprises « en difficulté » - sans en préciser les critères d'attribution. Le litre de gasoil atteint plus de 2,50 € dans certaines stations-services. Une fois de plus, les salarié-es sont les grands oubliés des annonces gouvernementales. Cette mesure ne répond pas à l'urgence des travailleurs et des travailleuses, pas plus que la baisse de 20 centimes par litre pour les entreprises de transports routiers et les pêcheurs.

L'explosion des prix du carburant, qui découle de la crise internationale, s'abat sur des millions de travailleurs et de travailleuses qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leur voiture pour aller travailler. Chaque hausse du prix à la pompe se traduit directement par une baisse de leur niveau de vie. Dans le même temps, les salaires stagnent. De plus en plus de salarié-es se retrouvent dans une situation intenable : payer toujours plus pour travailler, sans que les salaires ne suivent. Cette situation est d'autant plus inacceptable que les grandes entreprises continuent de réaliser des profits massifs.

Dès le 10 mars, la CGT a demandé à Bercy d'organiser une réunion avec les parties prenantes concernées pour trouver des solutions face à cette situation. Cette rencontre doit permettre d'analyser la situation énergétique, de mettre en place des mesures de protection rapide des ménages et de l'ensemble des industries concernées. A ce jour, le courrier de la CGT demeure sans réponse.

Face à l'insuffisance des mesures proposées par le gouvernement, la CGT apporte son soutien à la pétition lancée sur change.org par une syndiquée CGT, aide à domicile, Manuela Cabot Salar qui « refuse de payer pour travailler ».

Cette initiative exprime une colère légitime et largement partagée. Pour la CGT, il y a urgence à changer de cap. Le gouvernement doit sans délai faire le nécessaire pour le blocage des prix, avant de prendre des mesures structurelles pour faire face à ce choc énergétique d'ampleur.

La CGT demande :

- L'encadrement des prix des carburants pour mettre fin à la spéculation
- L'augmentation des salaires et des pensions
- L'indexation des salaires sur l'inflation

La question du carburant n'est pas seulement une question énergétique, c'est d'abord une question sociale, mais aussi de spéculation, de profit des grands groupes. Les salarié-es n'ont pas à supporter la hausse des prix tandis que les profits explosent.

Montreuil, le 30 mars 2026